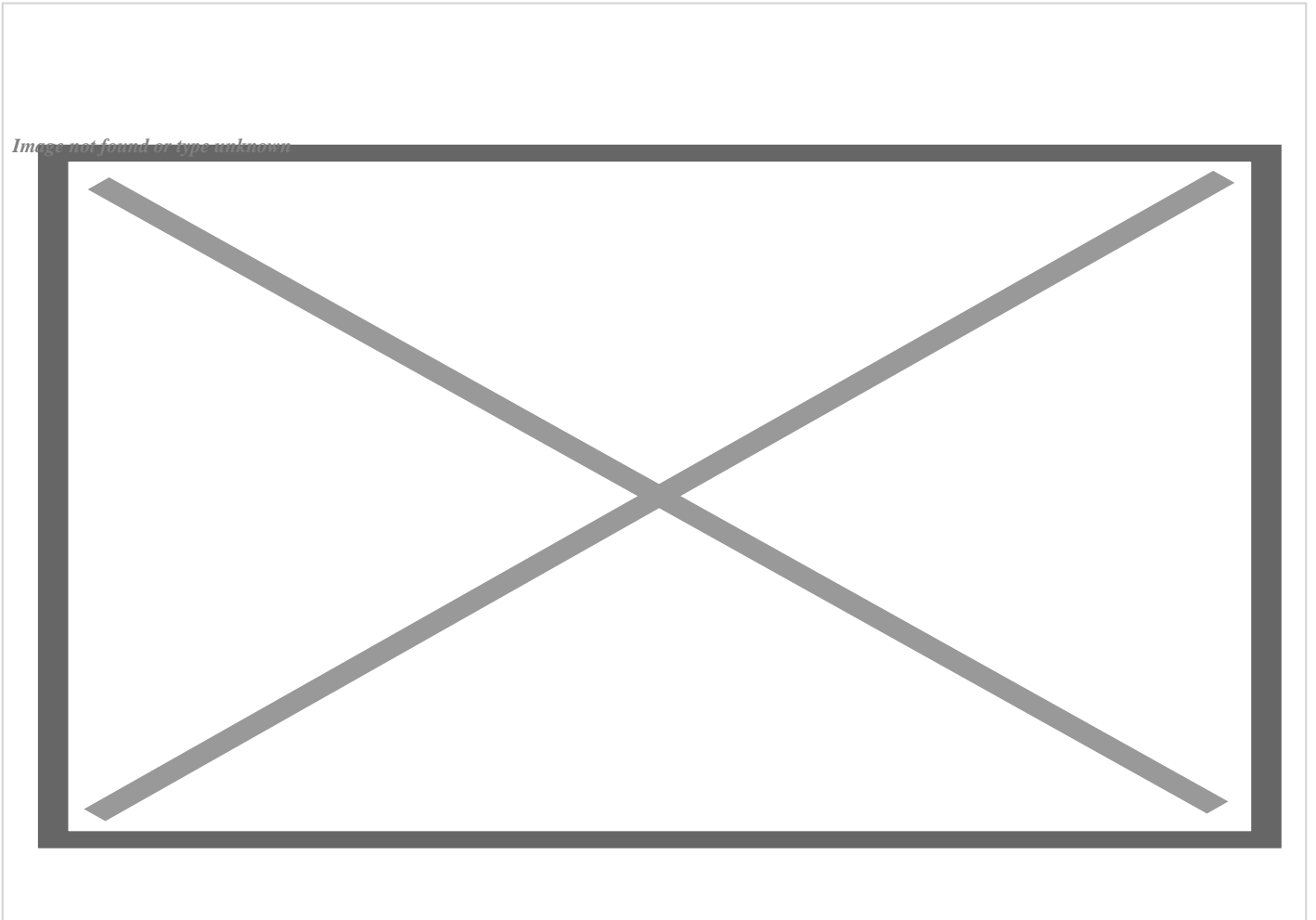


Appel au dialogue en Colombie pour résoudre la crise sociale



Bogotá, 7 juillet (RHC) Plusieurs organisations internationales conviennent aujourd'hui que le dialogue est crucial pour résoudre la crise sociale en Colombie, elle s'est aggravée depuis le 28 avril dernier, date à laquelle une grève nationale a commencé.

indique dans un rapport que la vague de protestations dans ce pays reflète des revendications profondément enracinées qui affectent une grande partie de la société. Elles sont enracinées dans des besoins économiques et des niveaux très élevés d'inégalité mis en évidence par la dévastation sanitaire et économique causée par le Covid-19.

Il relève que la Colombie risque de connaître des cycles perpétuels d'instabilité si elle ne s'attaque pas aux causes sous-jacentes des manifestations.

'Le dialogue politique et la négociation sont essentiels pour apaiser les tensions les plus immédiates entre le gouvernement et les manifestants, en particulier la violence policière et le recours aux barrages routiers dans les manifestations', ainsi que pour trouver les moyens d'élargir les possibilités économiques et

éducatives à un plus grand nombre de citoyens, souligne-t-il.

Il demande instamment aux hommes politiques de faire preuve de prudence et de ne pas laisser la campagne pour les élections présidentielles de 2022 entraver les progrès vers des réformes substantielles.

Aucun parti ou président ne pourra facilement gérer le mécontentement social qui a alimenté les manifestations de 2021 sans prendre un engagement significatif en faveur des réformes, souligne-t-il.

À long terme, la Colombie doit réduire les inégalités extrêmes pour surmonter sa vulnérabilité face aux protestations et, à court terme, le Gouvernement devrait entreprendre une réforme complète de la police, soutenir les efforts de dialogue national et local; et inviter des observateurs internationaux à participer aux négociations en tant que mesure de confiance, souligne International Crisis Group.

Par ailleurs, plusieurs hommes politiques colombiens de l'opposition se sont félicités aujourd'hui du rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) sur la violence étatique dans le contexte de la grève.

Le sénateur du Pôle démocratique alternatif Iván Cepeda a souligné que la Commission interaméricaine des droits de l'homme a fait 40 recommandations à l'État colombien, dont celle de séparer la Police nationale du Ministère de la défense, juger et sanctionner les responsables des violations des droits humains, développer un véritable processus national de dialogue et prendre des mesures pour éviter que cela ne se reproduise.

Depuis le 28 avril dernier, la Colombie vit une vague de protestations déclenchées par une réforme fiscale impopulaire présentée par le gouvernement, alimentée par l'énorme inégalité, exacerbée en grande partie par les effets sur la santé et l'économie que laisse la pandémie, et la brutalité policière.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/263168-appel-au-dialogue-en-colombie-pour-resoudre-la-crise-sociale>



Radio Habana Cuba